



La notion de lutte et de pouvoir symbolique dans le champ politique selon Bourdieu. L'intérêt d'une édition

(Bourdieu P., *Langage et pouvoir symbolique*,
préface de John B. Thompson [1991], Paris, Seuil, 2001, 423 pp. ,
ISBN 2-02-050922-9)

par Jole Morgante

A l'occasion de l'édition anglaise d'un choix de ses écrits, préparée en 1991 par John B. Thompson, Bourdieu organise un parcours cohérent de sa réflexion, révisant à l'occurrence ses textes. Il s'agit surtout de certains essais publiés dans *Ce que parler veut dire* (1982). Bourdieu introduit ainsi un souci de cohérence dans la succession des essais choisis en raison de leur analyse des concepts clés et essentiels donc à la compréhension de sa réflexion théorique : ce sont les écrits les plus importants sur le langage et les textes sur la représentation et le pouvoir symbolique dans le champ politique.

Par un curieux retour des choses, le texte de cette édition sera publié en français en 2001 (*Langage et pouvoir symbolique*, préface de John B. Thompson [1991], Paris, Seuil). C'est que les choix de Bourdieu, ainsi que la substantielle préface de Thompson donnent à cette édition une valeur de mise en perspective qui la propose comme un accès privilégié à la réflexion du sociologue sur le champ politique. La préface de Thompson aide en effet à la compréhension des notions clés de Bourdieu. Certaines sont désormais des acquis théoriques (telles *habitus* et *champ*), mais le critique a soin d'analyser le poids qu'elles prennent dans le discours du sociologue, proposant ainsi une introduction éclairante à la pensée de celui-ci.

On sait que le présupposé essentiel de l'approche de Bourdieu est sa *théorie de la pratique*, c'est-à-dire l'attention qu'il porte aux comportements sociaux et culturels comme moyens pour comprendre le fonctionnement de la société elle-même : par ce choix méthodologique, les oppositions et antinomies qui la travaillent (individu/société ; action/structure ; liberté/nécessité) peuvent être mieux cernées.



La clé permettant d'en saisir l'articulation est le langage qui, instrument d'action et de pouvoir, est fortement imbriqué dans la vie sociale. Envisagée comme l'ensemble d'échanges concrets et quotidiens, l'interaction linguistique réfléchit forcément les ressources et les compétences de locuteurs structurés par leur expérience sociale. Selon Bourdieu, l'analyse des échanges linguistiques permet alors d'étudier les "rapports de pouvoir symbolique où s'actualisent les rapports de force entre les locuteurs et leurs groupes respectifs" (*Introduction à la première partie, L'Economie des échanges linguistiques*, p. 59-60). En effet, au-delà des règles strictement linguistiques, le message reproduit aussi les dispositions socialement façonnées du locuteur (*l'habitus*) et sa capacité de s'adapter ou de contrôler la situation. De plus, les échanges se déroulant dans une réalité sociale spécifique, celle-ci détermine les modalités de l'échange.

La référence à l'économie dans la description des interactions socioculturelles est plus qu'une métaphore et Bourdieu considère que l'interaction sociale fonctionne comme un véritable marché qui impose ses règles d'intérêt et de rapport de force aux individus, et cela déjà au moment des échanges linguistiques.

Le pouvoir symbolique dont la recherche sous-tend et justifie la lutte politique s'appuie sur un criant paradoxe : "le pouvoir symbolique est en effet ce pouvoir invisible qui ne peut s'exercer qu'avec la complicité de ceux qui ne veulent pas savoir qu'ils le subissent ou même qu'il l'exercent" (*Langage*, p.202). Au-delà du paradoxe, une telle contradiction s'explique par la nature même du symbole et la fonction sociale et politique qui en découle : pour que le symbole puisse agir (donner sens), il faut qu'il soit structuré selon des schèmes et des références logiques et cognitives partagés par ceux auxquels il s'adresse.

Les symboles sont les instruments par excellence de l'"intégration sociale" : en tant qu'instrument de connaissance et de communication (...) ils rendent possible le *consensus* sur le sens du monde social qui contribue fondamentalement à la reproduction de l'ordre social; l'intégration "logique" est la condition de l'intégration "morale". (*Ibid.*, p. 205)

Une fois le consensus acquis, le symbole s'impose cependant aux individus de l'extérieur et implique donc un rapport de pouvoir, surtout parce que le système symbolique est le plus souvent l'élaboration d'un groupe particulier qui s'en sert pour acquérir une position de domination. Il est toutefois évident qu'un tel mécanisme est indispensable à la construction et au fonctionnement de la société, puisque le pouvoir qui s'impose par le système symbolique est le fruit d'une transformation, d'un transfert sur le plan symbolique de la véritable violence et que le déferlement de celle-ci empêcherait par contre l'existence même de la société. "Le pouvoir symbolique, pouvoir subordonné, est une forme transformée, c'est-à-dire méconnaissable, transfigurée et légitimée, des autres formes de pouvoir". (*Ibid.*, p. 210)



Ce va-et-vient entre consensus et violence détournée se perçoit par exemple dans le rôle du mandataire d'un groupe, finissant par s'imposer sur le groupe en tant que personne et non plus comme son mandataire.

Le détournement au profit de la personne des propriétés de la position n'est possible que pour autant qu'il se dissimule – c'est la définition même du pouvoir symbolique. Un pouvoir symbolique est un pouvoir qui suppose la reconnaissance, c'est-à-dire la méconnaissance de la violence qui s'exerce à travers lui. Donc la violence symbolique du ministre [le prêtre = mandataire dans le champ religieux] ne peut s'exercer qu'avec cette sorte de complicité que lui accordent, par l'effet de la méconnaissance qu'encourage la dénégation, ceux sur qui cette violence s'exerce. (*Ibid.*, *La délégation et le fétichisme politique*, p. 266)

C'est donc sous une double perspective qu'on doit envisager les relations sociales : elles sont des rapports de forces et des liens de communication. Ces deux hypothèses, contradictoires, peuvent être conciliées si on tient compte de la fonction du pouvoir symbolique comme transformation de la violence à travers l'imposition du sens. Il s'agit de comprendre

le travail de dissimulation et de transfiguration (en un mot, d'*euphémisation*) qui assure une véritable transsubstantiation des rapports de force en faisant méconnaître-reconnaître la violence qu'ils enferment objectivement et en les transformant ainsi en pouvoir symbolique, capable de produire des effets réels sans dépense apparente d'énergie. (p. 210-11)

C'est dans ce cadre que s'inscrit la politique, comme réalité autonome ayant ses propres règles, bien que reliée à l'ensemble de la société:

le champ (de production) politique est le lieu, inaccessible en fait aux profanes, où se fabriquent, dans la concurrence entre les professionnels qui s'y trouvent engagés, des formes de perception et d'expression politiquement agissantes et légitimes, qui sont offertes aux citoyens ordinaires, réduits au statut de "consommateurs". (p. 213)

Dans un système démocratique, le lien entre le public et ses représentants se base sur le principe d'attribution temporaire et conditionnelle du pouvoir (exposé à la sanction du vote); toutefois, en raison des mécanismes d'autorégulation, le champ politique tend à se rendre autonome et à s'institutionnaliser en évacuant le principe de représentation, grâce à une délégation qui finit par se soustraire à la vérification périodique de la sanction électorale.

La transformation de la représentation en délégation favorise ultérieurement la constitution d'un groupe structuré: c'est la professionnalisation de la politique qui entraîne le risque de dépossession de l'électeur.



La relation de délégation risque de dissimuler la vérité de la relation de représentation et le paradoxe des situations où un groupe ne peut exister que par la délégation à une personne singulière (...) qui peut agir en personne morale, c'est-à-dire en substitut du groupe (...) *en apparence*, le groupe fait l'homme qui parle à sa place en son nom – c'est la pensée en termes de délégation – alors qu'en *réalité*, il est à peu près aussi vrai de dire que c'est le porte-parole qui fait le groupe. C'est parce que le représentant existe, parce qu'il *représente* (action symbolique), que le groupe représenté, symbolisé, existe et qu'il fait exister en retour son représentant comme représentant d'un groupe. (p. 260)

Si le rapport entre le public et son représentant tend à se construire sur la base de ce que Bourdieu appelle *fides implicita*, c'est-à-dire une délégation globale et totale fondée sur la confiance et le renoncement au mécanisme de contrôle (cf. p. 215), le dynamisme à l'intérieur du champ politique est réglé par le principe de la lutte. En tant que mécanisme d'opposition, elle sert à définir les positions réciproques en raison du capital de chacun, mais elle présuppose que tous ceux qui y sont engagés soient d'accord sur les enjeux et les critères de définition du champ. La lutte contribue donc par elle-même à dire qu'ils ont des intérêts communs, ce pour quoi ils se battent. Elle a pour enjeu le pouvoir politique, mais elle se réalise à travers le contrôle du pouvoir symbolique du langage dans la communication politique. En tant qu'échange horizontal, celle-ci sert en effet à définir les positions réciproques dans le champ politique, tandis que, adressée au public, elle sert à maintenir le consensus.

Jole Morgante

l'Università degli Studi di Milano

jole.morgante@unimi.it